Prix de l'énergie : à qui profite la baisse ?

Alain Vigier

Les experts américains prétendaient que l'économie de leur pays était à même de résister à un prix du pétrole de l'ordre de 40 dollars le baril. C'était dans la période de forte croissance. Aujourd'hui on se félicite à voir le baril à 20 dollars et la baisse des prix de l'essence et des autres dérivés du pétrole est considérée comme un élément de relance au même titre que la baisse des impôts ou des taux d'intérêt.

Avec un potentiel de 65% de la consommation énergétique, les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel qui sont lié en matière de prix) constitueront vraisemblablement encore longtemps la référence première en matière du coût de l'énergie.

Aussi n'est-il pas surprenant que les spéculations aillent bon train en ce qui concerne le prix du baril de pétrole. Il est plus juste de parler de spéculations que de prévisions tant les paramètres en cause sont nombreux, contradictoires et liés aux aléas politiques.

On estime actuellement, compte tenu de la baisse de la consommation liée à la conjoncture économique, l'excédent de l'offre de pétrole par rapport à la demande de 1,5 million de barils par jour [b/j] dont un dépassement de 800 000 [b/j] des quotas par différents membres de l'OPEP. Ce phénomène, qui se produit à chaque baisse de la consommation et de prix, est lié à la crainte de certains producteurs de voir leurs revenus mis en cause. On ne sait pas, par ailleurs, quelle est, dans cette conjoncture, la stratégie des gros producteurs non-OPEP, Oman, Mexique, Mer du Nord, Russie. En général, on laisse le soin à l'OPEP de s'engager en matière de baisse de la production et de la hausse des prix toutefois. On constate que les capacités supplémentaires de production, qui étaient à l'époque de la guerre du Golfe de 5 millions [b/j], ne seraient actuellement que de 2,5 millions [b/j] en raison de la contraction des investissements consécutive à la longue période de prix très bas entre 1986 et 1999. Des mouvements brusques d'augmentation de la demande pourraient donc éventuellement créer rapidement des tensions.

Parts des différentes formes d'énergie dans la consommation en 1999

	Combustibles solides	Pétrole	Gaz naturel	Nucléaire	Hydraulique
Amérique du Nord	23,6%	39,7%	25,5%	8,9%	2,3%
Amérique Latine	5,3%	60,5%	23,4%	1,1%	9,7%
Europe	19,3%	42%	22,1%	13,7%	2,9%
Ex URSS	18,9%	20%	53,2%	5,8%	2,1%
Proche Orient	1,8%	56,5%	41,5%	_	0,2%
Afrique	34,2%	44,2%	17,9%	1,6%	2,1%
Asie Australasie	40,5%	41,2%	10,7%	5,6%	2%
Monde	25%	40,6%	24,2%	7,6%	2,6%

Source : pourcentages calculés sur les bases des consommations en million de tonnes équivalent pétrole (MTEP) indiquées par le Comité professionnel du pétrole (CFP).

Modification de la stratégie américaine

Un deuxième facteur intervient en même temps que la baisse de la consommation. Il s'agit d'une apparente modification de la stratégie des Etats-Unis. Ces derniers semblent s'inquiéter, plus que par le passé, de leur indépendance et de leur vulnérabilité face à l'OPEP et aujourd'hui face à l'Arabie Saoudite en raison des événements récents et plus fondamentalement en raison des velléités de rapprochement de cette dernier avec les éléments durs de l'OPEP. De 1960 à 2000 la part de l'OPEP dans les importations de pétrole des Etats-Unis est tombée de 81,3% à 50,9%. Ce dernier chiffre représente néanmoins encore 26% de leur consommation totale de pétrole. Par ailleurs une évolution délibérée ou imposée par les circonstances fait, qu'aujourd'hui, en matière de production électrique les Etats-Unis n'utilisent plus que le gaz naturel national (y compris celui d'origine minière), le charbon national, l'hydraulique et le nucléaire. On y étudie également de plus en plus l'utilisation de nouvelles techniques pour les moteurs : qu'ils soient moins gourmands, moins polluants ou utilisateurs d'autres formes d'énergie.

Enfin est-ce un chantage d'intérêt des grands pétroliers américains, on s'intéresse de plus en plus aux nouvelles productions probables : Russie Caspienne, Asie Centrale, Tchad, nouveaux projets dans le Golfe du Mexique et au Brésil.

Il est certain que si ces nouvelles orientations se confirmaient elles priveraient les pays du Golfe du parrainage habituel et compréhensif du grand frère américain tout en amenant sur le marché de nouveaux prétendants à une part de gâteau pour l'instant rapetissé.

Prix stables permettant une gestion rationnelle, l'élaboration de projets à long terme réalistes, l'étude des alternatives nécessaires prix acceptable pour tous les intéressés producteurs et consommateurs, sont autant d'éléments qui ne peuvent se satisfaire de consensus momentanés aléatoires, des rapports Nord/Sud archaïques d'une mondialisation désagrégatrice. ■

1. On prétend qu'avec une aide substantielle (non encore définie) la Russie pourrait produire 11 millions b/j dont la plus grande partie réservée à l'exportation. Ce qui l'amènerait au niveau des grands du Golfe. Actuellement elle exporte 3 millions b/j.